

CONSEIL MUNICIPAL du 3 février 2025



**Rapport
d'Orientations Budgétaires
2025**

Rapport d'Orientations Budgétaires 2025



Objectifs du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) :

- ***Discuter des orientations budgétaires de la commune***
- ***Informé sur la situation financière***

Le DOB est une étape obligatoire conformément à l'article L. 2312-1 du CGCT et doit se tenir dans un délai de deux mois avant le vote du Budget Primitif.

Un Rapport sur les Orientations Budgétaires (ROB) doit être présenté et comporter les orientations budgétaires pour les années à venir, les investissements envisagés, la situation de la dette, ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement en valeur et l'évolution du besoin de financement annuel. ET, pour les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs (évolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail).

Le ROB présente les hypothèses retenues pour la construction du budget annuel qui est donc à ce stade en cours de préparation.

Les hypothèses retenues doivent permettre de garantir, sur le long terme, les équilibres budgétaires, et la solvabilité financière de la Ville.

Le bon équilibre est celui qui permet un programme d'investissements ambitieux pour les Carrillons.

Aussi, l'épargne et le délai de désendettement demeurent les éléments clé pour mesurer notre situation financière.

SOMMAIRE

Contexte socio économique

- Environnement global
- Environnement des collectivités locales

Perspectives 2025

- Projection des résultats 2024
- Recettes de fonctionnement
- Dépenses de Fonctionnement

Programmation des investissements

- Bilan 2024 et RAR
- Bilan opérations
- Axes fin de mandat

CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE *

ENVIRONNEMENT GLOBAL

**Environnement
mondial**

France

Le ROB s'inscrit dans l'évolution globale des évolutions structurelles et conjoncturelles mondiales et nationales. Il est donc proposé de mettre en perspective la dynamique de la commune avec les variables qu'elle ne maîtrise pas mais qui influent sur son quotidien comme les hypothèses en matière d'évolution de croissance, de l'inflation et de taux d'intérêt.

** Source Dossier Banque de France, FMI*

Environnement mondial

- *La croissance mondiale se stabilise en 2024 à 3,2% du fait des politiques monétaires menées par les banques centrales. Elle serait attendue à 3,3% en 2025.*
- *L'inflation commence à fléchir et arrivera à 4,5% d'ici la fin de l'année 2025.*
- *L'escalade des conflits régionaux, des politiques monétaires trop restrictives et une volatilité des marchés financiers pourraient toutefois freiner cette dynamique selon le FMI.*
- *Pour la zone euro, la croissance devrait être de 1,3% en 2025 après une année 2024 à + 0,8%.*
- *La politique monétaire de la BCE a conduit à une baisse de l'inflation qui atteindrait 2,3% en 2024 puis 2,1 % en 2025.*

France

- *La France devrait connaître une augmentation de 0,9% de sa croissance en 2025. La croissance qui devrait être soutenue par la consommation des ménages.*
- *La dette publique serait de 114,7 % en 2025 (+0,9% par rapport à 2024) et le déficit public est évalué entre 5 et 5,5% en 2025 (entre - 18 et - 10 % par rapport à 2024).*
- *La France n'a toujours pas adopté de budget en 2025 et traverse une crise politique majeure depuis les débuts de la Vème République*

CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE *ENVIRONNEMENT COLLECTIVITES LOCALES*

Absence de loi de finances 2025

La dissolution de l'Assemblée Nationale en juin suivie de la motion de censure qui a suivi en décembre a plongé le pays dans une instabilité politique et budgétaire qui ne permettent pas, à l'heure où sont écrites ces lignes, de se projeter vers l'adoption d'un budget de l'Etat contenant les mesures à destination des collectivités territoriales.

CONTEXTE SOCIO ECONOMIQUE *ENVIRONNEMENT COLLECTIVITES LOCALES*

Loi spéciale

Pour l'instant, les dispositions de la loi spéciale votées le 20 décembre 2024 ont reconduit les enveloppes des dotations de l'Etat à destination des collectivités au même montant qu'en 2024.

Il est vraisemblable que des ajustements interviendront après l'adoption du budget 2025 de l'Etat.

Perspectives 2025 (Bilan provisoire 2024)

**Projection des
résultats 2024**

**Recettes de
fonctionnement**

**Dépenses de
fonctionnement**

Comme indiqué précédemment, le ROB s'inscrit dans l'évolution globale des évolutions structurelles et conjoncturelles mondiales et nationales. Mais il s'inscrit également dans une dynamique propre. Il convient d'en intégrer les éléments pour la construction budgétaire.

Rapport d'Orientations Budgétaires 2025

Au moment de la rédaction de ce ROB, des écritures comptables sont encore en cours. Ces résultats sont donc provisoires.



| BILAN PROVISOIRE 2024 - BP/DM-CA 2024 En M€ | BP/DM 2024 voté | CA 2024 projeté |
|---|----------------------------------|----------------------------------|
| Recettes réelles de Fonctionnement | 21,3 | 21,7 |
| <i>Dont impôts directs</i> | 10,1 | 10,3 |
| Dépenses réelles de Fonctionnement | 20,2 | 18,7 |
| <i>Dont RH</i> | 11,6 | 10,9 |
| = Autofinancement | 1,1 | 3,0 |
| Recettes réelles d'Investissement | 7,2 | 5,8 |
| <i>Dont appel à l'emprunt</i> | 0,0 | 0,0 |
| Dépenses réelles d'Investissement | 16,5 | 10,2 |
| <i>Dont dépenses équipement et travaux</i> | 15,5 | 13,0 |
| = Besoin de financement | -9,3 | -4,4 |

Rapport d'Orientations Budgétaires 2025

Reprise des résultats (provisoires) du Compte administratif 2024

FONCTIONNEMENT

Excédent estimé de la section
de fonctionnement au
31/12/2024

6 595 000 €

SOLDE RATTACHEMENTS 2024
- 658 000 €

*(66 K€ Recettes Fonctionnement –
724 K€ Dépenses Fonctionnement)*

**Solde de fonctionnement
à reprendre en 2025**

=

5 939 000 €

INVESTISSEMENT

Excédent estimé de la section
d'investissement au
31/12/2024

892 000 €

RESTES A REALISER
A REPORTER SUR 2025
- 2 040 000 €

*(1,7 M€ Recettes Investissement –
3,8 M€ Dépenses Investissement)*

**Solde d'investissement
à reprendre en 2025**

=

- 1 150 000 €

Résultat global 2024 = **4,8 M€**

Rappel de la situation financière de la commune

- *Des taux d'imposition maintenus en 2025 comme en 2024*
- *Volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement et de rechercher un autofinancement suffisant malgré la crise économique mondiale se répercutant sur l'économie nationale avec une inflation qui reste forte, notamment sur l'énergie et les denrées alimentaires*

*Un encours de dette de 13,5 M€ au 31/12/2025 soit **883 € /hab.** (moyenne de la strate 2023 de 801 €/hab.)*

| | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|------------|------------|------------|
| Capital restant dû au 31/12 | 14 549 492 | 13 540 510 | 12 510 987 |
| Endettement / habitant (base INSEE 2023) | 949 | 883 | 816 |

Une gestion efficace qui s'adapte à la situation de crise

Section de FONCTIONNEMENT

ROB 2025

**L'ensemble des données du compte administratif 2024 demeure
des données projetées jusqu'à mise en concordance avec le
compte de gestion**

ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Fiscalité

Dotations

**Produits des
services**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT



FISCALITE : IMPÔTS ET TAXES

Rappel des taux 2024

TFPB 30,68% (30,68%) TFNB 64,66% (64,66%)

| € | BP 2024 | CA 2024 provisoire | ROB 2025 |
|--|--------------|--------------------|--------------|
| Taxe Foncière Propriétés Bâties | 8 626 434 € | 8 650 961 € | 8 798 027 € |
| Compensation TH par coefficient correcteur | 1 345 000 € | 1 400 734 € | 1 400 734 € |
| Taxe d'habitation sur résidence secondaire | 101 101 € | 133 411 € | 102 820 € |
| Taxe Foncière Propriétés Non Bâties | 81 546 € | 80 046 € | 81 406 € |
| Rôles complémentaires | 65 000 € | 75 161 € | 70 000 € |
| | 10 219 621 € | 10 340 313 € | 10 452 988 € |

Intégration de la revalorisation des valeurs locatives (+ 1,7%)

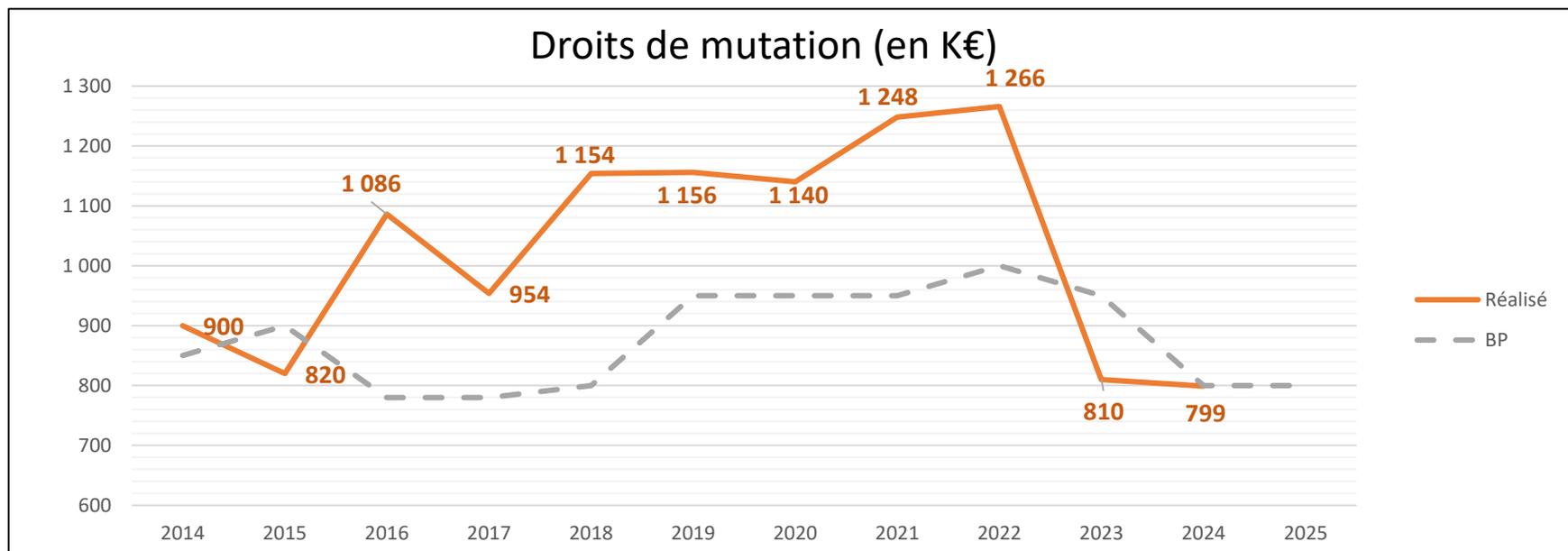
L'hypothèse de produit retenue pour servir de base à la préparation budgétaire s'élève à 10 452 988 €, montant retenu en attente de la notification des bases et de l'actualisation du coefficient correcteur par les services de l'Etat normalement en mars prochain.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

FISCALITE : DROITS DE MUTATION

Chiffrage basé sur le plancher des réalisés de l'année précédente

| € | BP 2024 | CA 2024 provisoire | ROB 2025 |
|----------------------------|------------------|--------------------|------------------|
| Droits de mutations | 800 000 € | 799 571 € | 800 000 € |



RECETTES DE FONCTIONNEMENT



FISCALITE : ATTRIBUTION DE COMPENSATION (AC)

| Attributions de compensation | | Variation |
|------------------------------|-----------------|-----------|
| 2016 | 4,123 M€ | + 1% |
| 2017 | 3,979 M€ | - 3,5% |
| 2018 | 4,264 M€ | + 7,1% |
| 2019 | 4,264 M€ | = |
| 2020 | 4,190 M€ | -1,75% |
| 2021 | 4,158 M€ | -0,75 % |
| 2022 | 4,158 M€ | = |
| 2023 | 4,158 M€ | = |
| 2024 | 4,158 M€ | = |
| 2025 (BP) | 4,158 M€ | = |

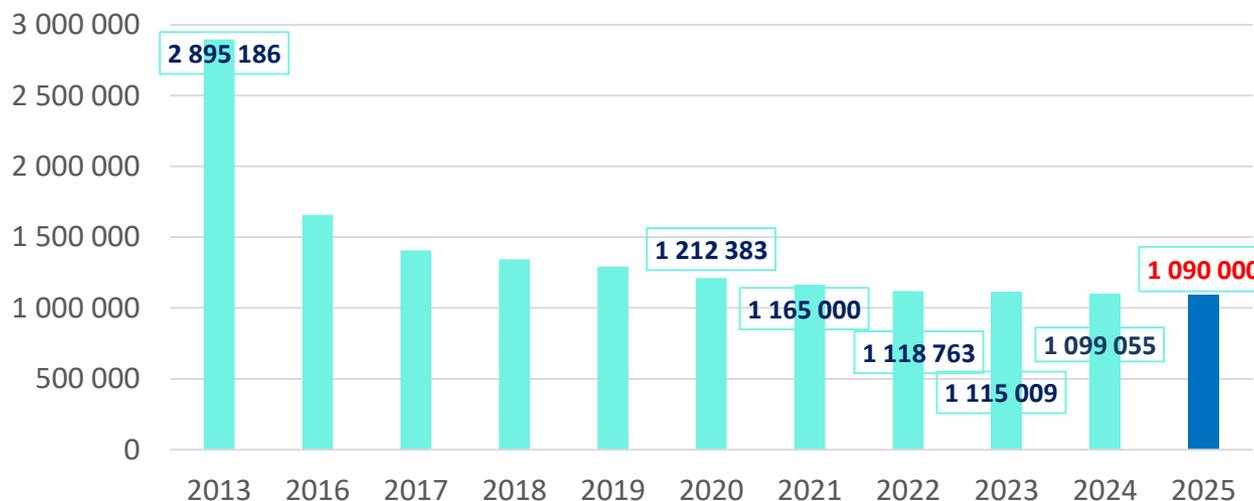
Le projet de pacte financier, voté par la CASGBS en décembre 2021, fixe le principe, hors modification de périmètre, d'une stabilité des AC au niveau de celui de 2024. Sous réserve donc des propres contraintes qui se poseront à elle. 16

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

| € | BP 2024 | CA 2024 provisoire | ROB 2025 |
|--------------------------|-------------|--------------------|-------------|
| DGF | 1 115 000 € | 1 109 009 € | 1 090 000 € |
| CAF | 844 136 € | 762 172 € | 837 855 €* |
| Compensation (T.H &) T.F | 65 000 € | 75 161 € | 70 000 € |

DGF 2013-2025



Pour 2025, il est proposé de baisser le montant de la DGF de 1% car il s'agit de la baisse moyenne constaté sur les 3 derniers exercices.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

RECETTES DES SERVICES

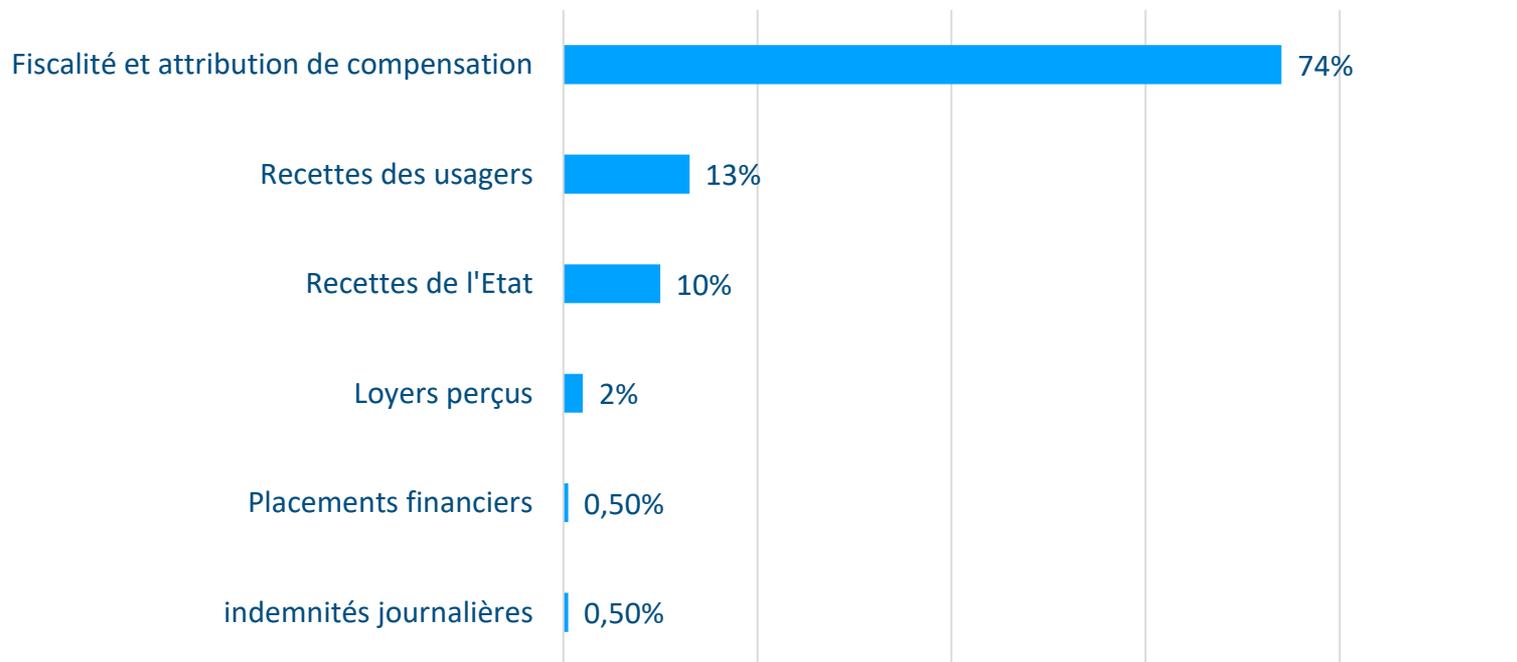
Services Scolaires (restauration, garderie, études, TAP), Petite Enfance (crèches), Conservatoire de musique, Bibliothèque, Occupation du domaine public

| | |
|-----------------|-----------------|
| 2017 | 3,038 M€ |
| 2018 | 2,722 M€ |
| 2019 | 2,761 M€ |
| 2020 | 2,115 M€ |
| 2021 | 2,115 M€ |
| 2022 | 2,537 M€ |
| 2023 | 2,575 M€ |
| 2024 provisoire | 2,688 M€ |
| 2025 BP | 2,723 M€ |

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes réelles de fonctionnement de la ville sont estimées à 21,2 M€ :

Compositions des recettes de fonctionnement



RECETTES DE FONCTIONNEMENT

DOTATIONS ET PARTICIPATIONS

| | 2013 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| DGF* | 2 895 186 | 1 660 194 | 1 405 890 | 1 343 403 | 1 291 251 | 1 212 383 | 1 164 474 | 1 118 763 | 1 115 009 | 1 099 055 | 1 090 000 |
| RRF* | 21 757 012 | 20 512 677 | 20 000 838 | 20 711 937 | 20 342 155 | 19 996 033 | 20 240 286 | 21 635 377 | 22 196 586 | 21 720 926 | 21 250 542 |
| % des RRF | 13,31% | 8,09% | 7,03% | 6,49% | 6,35% | 6,06% | 5,75% | 5,17% | 5,02% | 5,06% | 5,13% |

* DGF = Dotation Globale de Fonctionnement * RRF Recettes réelles de fonctionnement

| | 2013 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|----------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| FPIC* | 65 398 | 191 981 | 285 478 | 423 359 | 430 239 | 430 239 | 448 250 | 433 909 | 418 943 | 395 844 | 410 000 |
| Loi SRU* | 6 766 | 58 433 | 66 382 | 55 643 | 51 459 | 56 042 | 61 797 | 93 106 | 90 912 | 121 866 | 140 000 |
| Etat | 72 164 | 250 414 | 351 860 | 479 002 | 481 698 | 486 281 | 510 047 | 527 015 | 509 855 | 517 710 | 550 000 |

* FPIC = Fond de Péréquation Intercomr * SRU = Solidarité et Renouvellement Urbain

La DGF a baissé de 62,4% depuis 2013 => Perte cumulée de – 1 805 186 €

A cela s'ajoute les prélèvements de l'Etat qui ont progressé (+662 %), essentiellement le FPIC et la pénalité relative à loi SRU.

Solde Net sur 11 ans : - 2 283 022 €

✓ 2 823 022 € en 2013

✓ 540 000 € en 2025

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

EVOLUTION DE L'ÉPARGNE NETTE HORS CESSION

| | 2013 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 prov |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes Réelles de Fonctionnement hors cession | 21 757 012 | 20 512 677 | 20 000 838 | 20 711 937 | 20 342 155 | 19 996 033 | 20 240 287 | 20 765 477 | 21 238 030 | 21 720 926 |
| Dépenses Réelles de Fonctionnement | 18 934 409 | 17 226 432 | 16 457 805 | 17 018 160 | 17 492 020 | 17 406 073 | 17 680 913 | 17 749 619 | 18 391 495 | 18 660 928 |
| <i>Épargne Brute</i> | 2 822 603 | 3 286 245 | 3 543 033 | 3 693 777 | 2 850 135 | 2 589 960 | 2 559 374 | 3 015 858 | 2 846 535 | 3 059 999 |
| Rbt du capital de la dette | 394 233 | 494 475 | 514 502 | 635 424 | 1 662 163 | 680 915 | 703 983 | 732 720 | 970 595 | 981 907 |
| <i>Épargne nette</i> | 2 428 370 | 2 791 770 | 3 028 531 | 3 058 353 | 1 187 972 | 1 909 045 | 1 855 391 | 2 283 138 | 1 875 940 | 2 078 092 |

Pas de cession en 2024

ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Objectif dépenses réelles maximales: 20,0 M€ (+0,5%)

Dépenses de
personnel

Charges à
caractère
général

Autres

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHARGES DE PERSONNEL

Masse salariale 2025 = 11,18 M€ **projetée en cours d'arbitrage**

(BP 2024 = 11,44 M€ CA 2024 = 10,81 M€)

- Nombre d'agents rémunérés : 298 correspondant à 238 ETP
- Nombre d'emplois permanents : 260
- Âge moyen : 44 ans
- Répartition H/F : 43 % d'hommes 57 % de femmes
- Glissement Vieillesse Technicité (GVT)
à **0,10 %** = soit 10 k€
- Augmentations réglementaires et obligatoires
- Validations de services : 15 K€

Les augmentations expliquées :

- Glissement vieillesse technicité : 10k€ environ sont liés aux avancements d'échelons (vieillesse), de grades et promotions internes 2025 (technicité).
- Prévission d'augmentation de 77,5 K€ des cotisations à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) en fonction du projet de lois de finances pour 2025

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



CHARGES DE PERSONNEL

Répartition de la masse salariale

| | |
|-------------------------|----------|
| Traitement indiciaire | 5 939 K€ |
| Cotisations | 3 220 K€ |
| Régime indemnitaire | 1 812 K€ |
| Heures supplémentaires | 184 K€ |
| Avantages en nature | 40 K€ |
| Bonification indiciaire | 39 K€ |

Hors masse salariale (Assurance, Prévention) 136 K€

Evolution de la masse salariale

| 2008 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 Prév |
|------------|------------|------------|------------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------------|
| 10 920 000 | 11 835 505 | 11 741 857 | 11 080 495 | 9 803 260 | 10 371 439 | 10 460 805 | 10 597 335 | 10 819 288 | 10 716 987 | 10 683 845 | 10 952 018 | 11 369 375 |



2013 à 2022 = montants payés

+ 3,5 % de point d'indice au 1^{er} juillet 2022
+ 1,5 % de point d'indice au 1^{er} juillet 2023
+ 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CHARGES A CARACTERE GENERAL

Chapitre 011 : Projection 2025 = 6,2 M€ (BP 2024 : 6,2 M€, CA 2023 5,6 M€)

Dans un contexte incertain où le manque de visibilité lié à l'absence de loi de finances, la ville anticipe les ajustements budgétaires suivants :

→ Augmentation du coût de l'énergie (+ 160 K€) et notamment du gaz, revalorisation de 3% des DSP relatives aux crèches de la ville et anticipation d'une hausse de 4% du coût du contrat de restauration scolaire. Les augmentations liées aux assurances représentent un surcoût de 46 K€.

→ Les charges à caractère général en résumé

- 1 309 K€ Fluides et carburant
- 1 150 K€ DSP 4 crèches
- 775 K€ Restauration scolaire
- 702 K€ Contrats d'entretien (voirie, bâtiments et équipements publics)
- 505 K€ Contrat pour le ménage et les produits d'entretien
- 406 K€ Fournitures (fournitures écoles, EPI, fournitures de bureaux, livres médiathèques)
- 197 K€ Assurances et frais juridiques
- 178 K€ Alimentation, fêtes et cérémonies
- 152 K€ Location de véhicules
- 110 K€ Contrat maintenance informatique
- 102 K€ Taxes foncières
- 94 K€ Téléphonie et internet
- 85 K€ transports scolaires
- 65 K€ Formation des agents

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

AUTRES

CHARGES DE GESTION COURANTE

| € | BP 2024 | CA 2024 provisoire | ROB 2025 |
|------------------------------|-----------|--------------------|---|
| SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS | 121 000 € | 121 00 € | 107 900 €* arbitrage des demandes en cours |
| SUBVENTION CCAS | 95 053 € | 95 053 € | 85 800€ |

AUTRES DEPENSES OBLIGATOIRES

| € | BP 2024 | CA 2024 provisoire | ROB 2025 |
|---------|-----------|--------------------|-----------|
| LOI SRU | 135 000 € | 121 866 € | 140 000 € |
| FPIC | 440 000 € | 395 844 € | 410 000 € |
| SDIS | 570 000 € | 577 885 € | 575 000 € |

FRAIS FINANCIERS

Intérêts de la dette : 460 K€ (BP 2024 : 615 K€ CA 2024 : 510 K€)

* L'amicale du personnel cessera son activité en 2025 occasionnant une enveloppe de - 25 K€ par rapport au BP 2024

Section d'INVESTISSEMENT

ROB 2025

ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Travaux

Restes à Réaliser : 3,8 M€

Crédits nouveaux à définir après arbitrages budgétaires

Financements

Restes à Réaliser subventions : 1,7 M€
Fond de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée et Taxe d'aménagement :
1 358 K€
Subventions nouvelles en cours d'instructions
Autofinancement & amortissements

Dettes

Emprunt d'équilibre à définir à l'issue des arbitrages budgétaires

DEPENSES D'INVESTISSEMENT



RESTES A RÉALISER 3,8 M€

Dont reports principaux

- 1,223 M€ Acquisitions foncières (parcelles BI57 994 K€ [Sports en Rives de Seine], + frais évictions 236 K€)
- 412 K€ Etudes gymnase de l'Ardente, ALSH Pierrots et médiathèque
- 391 K€ Travaux poste de police municipale
- 362 K€ Etudes et travaux du parc paysager
- 358 K€ Etudes et travaux pour les ilots de fraîcheur (rue et parvis Catelaine et rue Fleury)
- 188 K€ Travaux de voirie
- 120 K€ Informatique (autocom) et logiciels
- 109 K€ Aménagement parking Claude Monet
- 88 K€ Equipements sportifs
- 88 K€ Bâtiments scolaires et crèches
- 77 K€ Eclairage public

DEPENSES D'INVESTISSEMENT



DEMANDES 2025 : 7,9 M€

A ce stade d'élaboration budgétaire, tous les projets ne sont pas arrêtés et sont en cours d'arbitrage. Ces données servent à permettre un débat transparent.

Dépenses d'équipements (gros entretiens, remises en conformité, réparations, améliorations) 6 904 K€ Dont :

| | |
|--|----------|
| travaux parc paysager | 1 420 K€ |
| Travaux bâtiments scolaires et crèches | 840 K€ |
| Travaux bâtiments publics (gymnases, CTM, ville, culturel) | 535 K€ |
| Vidéo protection phase 4 | 440 K€ |
| Etude opération Ardente, Pierrots et médiathèque | 430 K€ |
| Achat logiciel et matériel informatique et infrastructure | 364 K€ |
| Enveloppe travaux urgents voirie | 300 K€ |
| Autres travaux et équipements voirie | 227 K€ |
| Achat mobilier | 202 K€ |
| Restructuration chaussée rue de la pature | 165 K€ |
| Travaux gymnase Alouettes | 160 K€ |
| Enveloppe travaux imprévus bâtiments | 150 K€ |
| Réfection stade de la marine + éclairage | 150 K€ |
| Eclairage publics | 150 K€ |
| Etudes et plantations d'arbresparc de la mairie | 130 K€ |
| Achat de foncier | 98 K€ |
| Caméra piéton PM | 96 K€ |
| Travauxposte police municipale | 57 K€ |
| Achat véhicule (goupil) | 50 K€ |

Remboursement Emprunt

1 010 K€

RECETTES D'INVESTISSEMENT



RESTES A RÉALISER 1,7 M€

→ Subventions : 1,5 M€

879 K€ subvention Région pour les lots A et E (EVS, Ludothèque et crèche)

535 K€ subvention CAF pour les lots A et E (EVS, Ludothèque et crèche)

→ Travaux effectués d'office : 0,2 K€

204 K€ Péril Bresnu

RECETTES D'INVESTISSEMENT



FINANCEMENTS

- FCTVA 1 047 K€
- Subvention Région et DETR pour le parc paysager 510 K€
- Taxe d'aménagement 311 K€
- Amendes de police 50 K€
- Autofinancement via le résultat de 2024
- Emprunt d'équilibre à déterminer

DETTE - ROB 2025

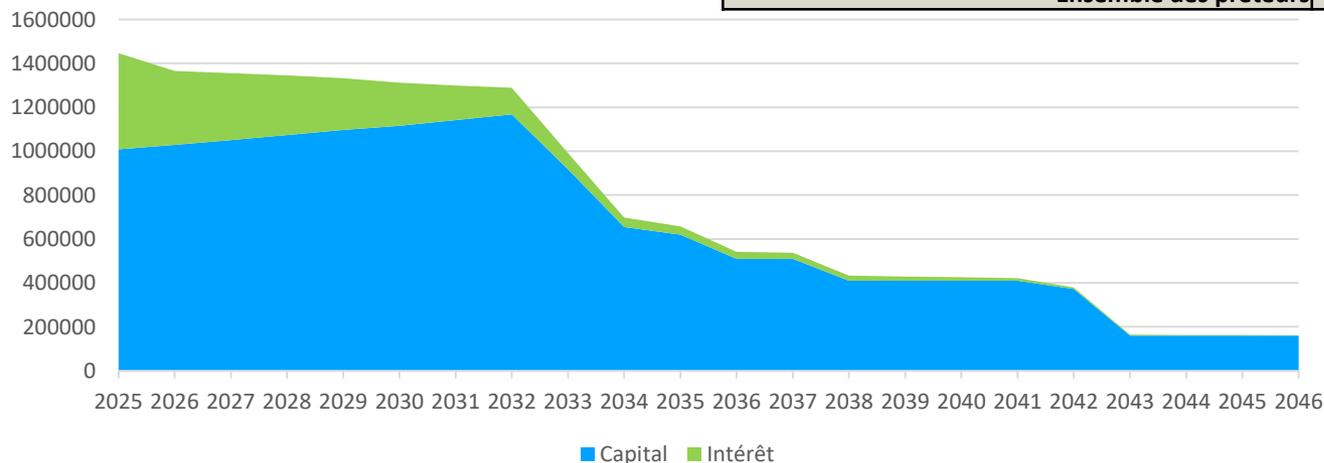
Encours au 31/12/2025 = 13,5 M€ dont 3,41 M€ au titre des produits structurés DEXIA

| Capital restant dû (CRD) | Taux moyen | Durée de vie résiduelle | Durée de vie moyenne | Nombre de lignes | Remboursement capital 2025 |
|--------------------------|------------|-------------------------|----------------------|------------------|----------------------------|
| 13 540 511 € | 2,73% | 21 ans et 9 mois | 7 ans et 6 mois | 11 | 1 010 000 € |

| Type | Capital restant dû | % d'exposition | Taux moyen Annuel |
|-----------------------------|---------------------|----------------|-------------------|
| Fixe | 10 132 022 € | 74,83% | 0,95% |
| Pente | 3 408 409 € | 25,17% | 7,90% |
| Ensemble des risques | 13 540 509 € | 100,00% | 2,73% |

| Prêteur | CRD | % du CRD |
|------------------------------------|---------------------|----------------|
| CAISSE D'EPARGNE | 5 032 500 € | 37,17% |
| CREDIT AGRICOLE | 3 866 463 € | 28,55% |
| DEXIA CL | 3 408 409 € | 25,17% |
| CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS | 1 200 000 € | 8,86% |
| Agence de l'eau Seine Normandie | 33 139 € | 0,24% |
| Ensemble des prêteurs | 13 540 511 € | 100,00% |

Remboursement de la dette



Capacité de désendettement
provisoire
(dette 31/12/24, Epargne
brute/CA 2024) = **4,75 années**
(4,53 en 2023)

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT PRESTATIONS DE SERVICES

FONCTIONNEMENT & INVESTISSEMENT

ROB 2025

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT PRESTATIONS DE SERVICES



Le budget Assainissement Prestations de services retrace les flux croisés entre la CASGBS et la commune qui gère la compétence, pour son compte et dans le cadre de la convention signée en décembre 2019.

Ces conventions ayant été modifiées en 2021 à la demande la Préfecture, ce budget retrace désormais uniquement les dépenses et leur remboursement, les recettes étant directement perçues par la CASGBS.

| | DEPENSES 2024 | | RECETTES 2024 | |
|----------------|--|-------------------|------------------------------|-------------------|
| INVESTISSEMENT | Travaux d'office | 511 833,58 | Travaux d'office | 511 833,58 |
| TOTAL | | 511 833,58 | | 511 833,58 |
| FONCTIONNEMENT | Prestations de services et entretien des réseaux | 491 137,58 | Refacturation travaux CASGBS | 491 137,58 |
| TOTAL | | 491 137,58 | | 491 137,58 |

CONCLUSION



Le prochain budget sera construit de façon raisonnée,
en associant préservation de l'épargne et étalement des investissements.

CONSEIL MUNICIPAL du 3 février 2025

Merci de votre attention...